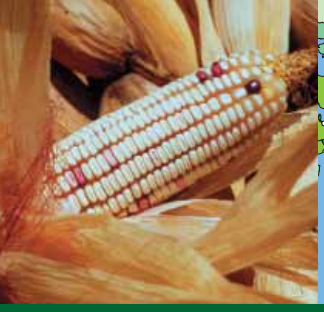
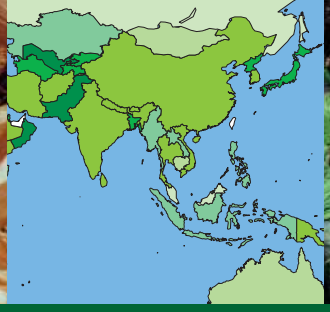

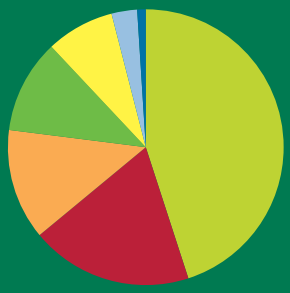

L'état de

l'insécurité alimentaire dans le monde

2008

Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives

Remerciements

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 a été rédigé sous l'autorité générale de Hafez Ghanem, Sous Directeur général, et sous la conduite de l'équipe d'encadrement du Département du développement économique et social. La coordination technique de cette publication a été assurée par Kostas Stamoulis et Mark Smulders, de la Division de l'économie du développement agricole. L'équipe de la Division de la statistique a élaboré les données essentielles sur la sous-alimentation, y compris les projections pour 2007.

Le chapitre «La sous-alimentation dans le monde» a été rédigé par le Département du développement économique et social, grâce à des contributions techniques fondamentales d'Henri Josserand, Kisan Gunjal et Ali Gürkan, de la Division du commerce et des marchés, de Ricardo Sibrian, de la Division de la statistique, et d'Andrew Marx, Jeff Marzilli, Josef Schmidhuber et Jakob Skoet, de la Division de l'économie du développement agricole.

L'analyse de l'impact de la flambée des prix agricoles sur les ménages a été effectuée par l'équipe du projet Activités rurales génératrices de revenus de la FAO conduite par Benjamin Davis, avec la participation d'Alberto Zezza, Gustavo Anriquez, Panagiotis Karfakis et David Dawe, et la section relative aux mécanismes d'adaptation et aux conséquences nutritionnelles doit beaucoup aux apports précieux de Diego Rose, de l'Université Tulane, Brian Thompson et Marie Claude Dop, de la Division de la nutrition et de la protection des consommateurs, et Maarten Immink et Cristina Lopriore, de la Division de l'économie du développement agricole.

Le chapitre «Sur la voie des engagements du Sommet» a bénéficié des contributions techniques fournies par James Tefft, Panagiotis Karfakis, David Dawe et Alberto Zezza, de la Division de l'économie du développement agricole, et par Andrew Shepherd, de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries.

Ricardo Sibrian, Cinzia Cerri, Rafik Mahjoubi, Seevalingum Ramasawmy et Nathalie Troubat, de la Division de la statistique, ont apporté des éléments d'une importance cruciale pour l'analyse des données.

Des observations et des apports extérieurs très précieux ont été communiqués par Hartwig de Haen, Peter Hazell, Yasmeen Khwaja et Andrew MacMillan. Bruce Isaacson a prêté un excellent soutien au travail rédactionnel.

La Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques du Département des connaissances et de la communication a assuré les services d'édition, de mise en forme linguistique et graphique et de production. Les traductions ont été faites par le Service de programmation et de documentation des réunions du Département.

L'ensemble du financement a été fourni au titre du programme interdépartemental de la FAO sur les Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV).

Publié en 2008 par
L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au: Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à: copyright@fao.org

© FAO 2008

ISBN 978-92-5-206049-9

Imprimé en Italie

Photographies
En couverture (de gauche à droite): FAO/22071/G. Bizzarri; FAO/24503/D. White; FAO/23283/A. Proto.

Des copies des publications de la FAO peuvent être obtenues auprès du:

GROUPE DES VENTES
ET DE LA COMMERCIALISATION
Division de la communication
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: +39 06 57053360
Site Web: www.fao.org/icatalog/inter-e.htm

L'état de

l'insécurité alimentaire dans le monde

2008

Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives

À propos de ce rapport

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 constitue le neuvième rapport intérimaire de la FAO sur la faim dans le monde depuis le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996. Dans les rapports précédents, la FAO a exprimé sa profonde préoccupation quant à l'absence de progrès dans la réduction du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, qui est resté élevé.

Dans le rapport de cette année, l'accent est mis sur les conséquences des prix élevés des denrées alimentaires qui ont de sérieuses conséquences sur les populations les plus pauvres du monde, puisqu'ils réduisent considérablement leur pouvoir d'achat, déjà faible. Les prix élevés des denrées alimentaires ont aggravé la pénurie alimentaire, tout en rendant indispensable la réalisation des objectifs internationaux de réduction de la faim d'ici 2015. Ce rapport examine également comment des prix alimentaires élevés présentent une occasion de relancer l'agriculture paysanne dans les pays en développement.

Comme indiqué dans le rapport, les estimations de la FAO sur la sous-alimentation pour la période allant de 1990-92 à 2003-05 ont été revues sur la base des nouvelles normes concernant les besoins énergétiques de l'être humain établies par les Nations Unies (ONU) et des données révisées sur les populations (2006).

Principaux messages

1 **La faim dans le monde progresse.** L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) – réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici 2015 – devient plus difficile à atteindre dans de nombreux pays. Les estimations les plus récentes de la FAO avancent le nombre de 923 millions de personnes souffrant de la faim en 2007, soit une augmentation de plus de 80 millions de personnes par rapport à la période de référence 1990-92. Les estimations à long terme (disponibles jusqu'en 2003-05) montrent qu'avant la crise alimentaire, quelques pays étaient sur la bonne voie pour réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Toutefois, même ces pays pourraient avoir subi des revers.

2 Les prix élevés des denrées alimentaires sont les principaux responsables. Ces dernières années, c'est entre 2003-05 et 2007 que la faim chronique a le plus progressé. Selon des estimations provisoires de la FAO, 75 millions de personnes sont venues s'ajouter, en 2007, au nombre total de personnes sous-alimentées par rapport à la période 2003-05. Même si plusieurs facteurs peuvent être invoqués, les prix alimentaires élevés font basculer des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire, aggravent les conditions de nombreuses personnes qui étaient déjà en situation d'insécurité alimentaire et menacent la sécurité alimentaire mondiale à long terme.

3 Les ménages les plus pauvres, sans terre et dirigés par des femmes sont les plus durement touchés. La grande majorité des ménages urbains et ruraux des pays en développement comptent sur des achats alimentaires pour se nourrir et sortent donc perdants de la crise alimentaire, au moins dans le court terme. Des prix alimentaires élevés réduisent les revenus réels et aggravent l'insécurité alimentaire et la malnutrition au sein de la population pauvre en diminuant la quantité et la qualité des aliments consommés.

4 Les interventions initiales des gouvernements n'ont eu que des effets limités. Pour contenir les effets négatifs de la hausse des prix alimentaires, les gouvernements ont adopté diverses mesures comme le contrôle des prix et les restrictions à l'exportation. Ces mesures, prises pour protéger dans l'immédiat le bien-être social, sont souvent ponctuelles et risquent de se révéler inefficaces et non viables. Certaines d'entre elles ont eu des effets dommageables sur les niveaux et la stabilité des prix alimentaires dans le monde.

5 Les prix élevés des denrées alimentaires sont aussi une occasion à saisir. À long terme, des prix alimentaires élevés représentent une occasion à saisir pour l'agriculture des pays en développement, y compris pour les petits exploitants agricoles, à condition d'aller de pair avec la fourniture de biens publics essentiels. Les gains des petits exploitants pourraient être à la base d'un développement économique et rural plus vaste. On voit les gains immédiats pour les ménages agricoles mais à plus long terme, d'autres ménages ruraux pourraient bénéficier de cette conjoncture si des prix plus élevés permettaient d'accroître la production et de créer des emplois.

6 Il est essentiel d'adopter une approche globale sur deux fronts. Les gouvernements, les bailleurs de fonds, les Nations Unies, les organisations non gouvernementales, la société civile et le secteur privé doivent immédiatement combiner leurs efforts afin d'adopter une approche sur deux fronts pour faire face aux prix élevés des denrées alimentaires et à leurs conséquences sur la faim dans le monde: i) mesures permettant au secteur agricole, et surtout aux petits exploitants dans les pays en développement, de répondre à la crise alimentaire; et ii) filets de sécurité minutieusement ciblés et programmes de protection sociale pour les personnes qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire et qui sont les plus vulnérables. C'est un enjeu mondial, qui exige une réponse mondiale.

Table des matières

Avant-propos

4 Des millions de personnes supplémentaires frappées d'insécurité alimentaire – Il faut agir de toute urgence et accroître les investissements

La sous-alimentation dans le monde

6 Prix élevés des denrées alimentaires: 75 millions de personnes viennent grossir les rangs de ceux qui ont faim

9 Les causes de la hausse des prix des denrées alimentaires

12 La faim dans le monde: état des lieux et révision des estimations

18 Zones sensibles et crises

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

22 Les ménages pauvres sont les plus durement touchés

28 Mécanismes d'adaptation et conséquences nutritionnelles

Sur la voie des engagements du Sommet

32 Les réponses politiques sont-elles efficaces et durables?

34 Réduire la pauvreté grâce aux petites exploitations agricoles

41 Garantir l'accès à l'alimentation

43 Pour conclure

Annexe technique

45 Mise à jour des paramètres

48 Tableaux

56 **Notes**

Des millions de personnes supplémentaires frappées d'insécurité alimentaire – Il faut agir de toute urgence et accroître les investissements

Partout dans le monde, la flambée des prix alimentaires a suscité des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire mondiale, après l'insouciance injustifiée suscitée par de nombreuses années de denrées alimentaires bon marché. Du 3 au 5 juin 2008, des représentants de 180 pays et de l'Union européenne, dont de nombreux chefs d'État et de gouvernement, se sont réunis à Rome pour exprimer leur conviction que «la communauté internationale doit prendre des mesures urgentes et coordonnées pour lutter contre les effets négatifs de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les pays et les populations les plus vulnérables du monde». Lors du Sommet du G8 au Japon, en juillet 2008, les dirigeants des nations les plus industrialisées du monde ont exprimé leur profonde inquiétude à l'égard de «la forte augmentation des prix alimentaires dans le monde qui, conjuguée à des problèmes de pénurie dans certains pays en développement, menace la sécurité alimentaire mondiale».

S'écarter des objectifs de réduction de la faim

Les inquiétudes de la communauté internationale sont bien fondées. Pour la première fois depuis que la FAO a entrepris de suivre les tendances de la sous-alimentation, le nombre de personnes qui souffrent chroniquement de la faim est plus élevé que lors de la période de référence. La FAO estime que le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim dans le monde a augmenté de 75 millions en 2007 pour atteindre 923 millions d'individus, principalement en raison de la crise alimentaire.

Aux effets dévastateurs des prix élevés des denrées alimentaires sur le nombre de personnes qui souffrent de la faim viennent s'ajouter des tendances déjà inquiétantes à long terme. Notre analyse montre qu'au cours de la période 2003-05, avant la récente hausse des prix alimentaires, le nombre de victimes de la faim chronique avait *déjà augmenté* de 6 millions de personnes par rapport à 1990-92, la période prise comme référence lorsque les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et le Sommet du Millénaire pour la réduction de la faim sont mesurés. Force est de constater, en effet, que les premiers progrès obtenus vers le milieu des années 90 en matière de réduction de la faim dans plusieurs régions en développement n'ont pas été maintenus. Ces 10 dernières années, la faim a augmenté alors que le monde s'enrichissait et produisait plus de denrées que jamais. Le présent rapport souligne à maintes reprises que ces résultats décevants montrent l'absence d'actions concertées pour combattre la faim en dépit des engagements pris sur le plan international. La flambée des prix des denrées alimentaires a battu en brèche certains des acquis et des réussites de la lutte contre la faim, rendant encore plus ardue la réalisation des objectifs internationaux convenus de réduction de la faim. Il faudra agir avec détermination, déployer des efforts de grande ampleur à l'échelle mondiale et prendre des mesures concrètes pour réduire de 500 millions le nombre de personnes victimes de la faim au cours des sept années qui nous séparent de 2015.

Les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus durement touchés

La hausse des prix des denrées alimentaires a aggravé la situation de nombreux pays qui avaient déjà besoin d'interventions d'urgence et d'aide alimentaire pour d'autres raisons, telles qu'intempéries et conflits. Les nations déjà touchées par des crises doiventt en plus s'occuper de l'incidence des prix des aliments sur la sécurité alimentaire; quant aux autres pays, ils sont davantage exposés à l'insécurité alimentaire, du fait de la hausse des prix. Les pays en développement, les plus pauvres surtout, seront confrontés à des choix délicats: maintenir une certaine stabilité macroéconomique ou mettre en place des politiques et des programmes destinés à contrecarrer les effets négatifs des prix élevés des denrées alimentaires et des carburants sur leurs populations.

Les émeutes et les troubles civils qui ont éclaté dans de nombreux pays en développement à revenus faibles et moyens montrent le désespoir engendré par la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants pour des millions de ménages pauvres, mais également au sein des classes moyennes. L'analyse menée dans ce rapport démontre que des prix d'aliments élevés ont des effets particulièrement dévastateurs sur les couches les plus pauvres, dans les villes comme dans les campagnes, ainsi que sur les paysans sans terre et les ménages dirigés par des femmes. Si des mesures ne sont pas prises de toute urgence, la crise alimentaire peut avoir des retombées négatives à long terme sur le développement humain puisque les ménages, pour faire face à la hausse des coûts de l'alimentation, réduisent la quantité et la qualité des aliments consommés, freinent les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation ou vendent leurs biens. Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes sont les plus exposés. L'expérience acquise lors de hausses de prix précédentes justifie pleinement de telles craintes.

Une réponse stratégique: l'approche sur deux fronts

Il faut apporter une réponse urgente et concrète à la crise alimentaire provoquée par la flambée des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays en développement. Il faut toutefois reconnaître que des prix de denrées alimentaires élevés sont le résultat d'un équilibre fragile entre l'offre et la demande. Ces deux éléments montrent que, plus que jamais, l'approche sur deux fronts pour

réduire la faim, telle que préconisée par la FAO et ses partenaires de développement, est essentielle non seulement pour s'attaquer aux menaces que la hausse des prix des denrées alimentaires fait peser sur la sécurité alimentaire, mais également pour gérer les perspectives qu'ouvre une telle hausse. Il faut au plus vite mettre en place des filets de sécurité minutieusement ciblés et des programmes de protection sociale afin que tous puissent avoir accès aux aliments dont ils ont besoin pour mener une vie saine. Parallèlement, il faut s'attacher à aider les producteurs, particulièrement les petits agriculteurs, pour leur permettre d'accroître la production vivrière, grâce à un meilleur accès aux semences, aux engrais, aux aliments pour animaux et aux autres intrants. Cette mesure devrait accroître l'offre alimentaire et réduire les prix sur les marchés locaux.

À moyen et long terme, il faudra se concentrer sur le renforcement du secteur agricole des pays en développement pour leur permettre de répondre à la hausse de la demande. L'accroissement de la production vivrière dans les pays pauvres grâce à l'amélioration de la productivité doit être au cœur des politiques, des stratégies et des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire sur une base durable. Des prix alimentaires élevés et les stimulants qu'ils génèrent peuvent être exploités pour relancer l'agriculture dans les pays en développement. C'est un élément essentiel, non seulement pour faire face à la crise actuelle, mais également pour répondre à la hausse de la demande de produits alimentaires, d'aliments du bétail et de biocarburants ainsi que pour éviter de telles crises à l'avenir.

Relancer l'agriculture des pays en développement est fondamentale pour parvenir à des résultats significatifs dans la lutte contre la pauvreté et la faim et pour inverser les tendances inquiétantes que nous notons aujourd'hui. Il faudra, dans cette optique, donner à de nombreux petits agriculteurs du monde entier les moyens dont ils ont besoin pour accroître la production agricole. Pour faire de la croissance agricole une arme contre la pauvreté, il faut s'attaquer aux contraintes structurelles auxquelles est confrontée l'agriculture, notamment pour des millions de petits producteurs vivant dans des pays où l'économie est fortement tributaire de l'agriculture. Cela suppose une augmentation des investissements publics dans les infrastructures rurales et les services essentiels (routes, irrigation, collecte d'eau, stockage, abattoirs, ports de pêche et crédits ainsi qu'approvisionnement en électricité, écoles et services de santé) pour mettre en place des conditions propices aux investissements privés dans les zones rurales. Dans le même temps, des moyens supplémentaires doivent être consacrés à des technologies plus durables pour une agriculture plus intensive, qui en même temps aident les agriculteurs à augmenter les capacités d'adaptation de leur système de production alimentaire et à faire face aux changements climatiques.

Il est indispensable d'adopter une stratégie cohérente et coordonnée

De nombreux pays en développement ont adopté des mesures unilatérales pour tenter de remédier aux effets négatifs de la hausse des prix des denrées alimentaires: contrôles des prix, subventions et restrictions à l'exportation. De telles réponses risquent de ne pas être durables et même d'accroître les niveaux et l'instabilité des prix dans le monde. Pour faire face aux menaces et exploiter efficacement les possibilités offertes par la hausse des prix alimentaires, les stratégies doivent prévoir une réponse multilatérale, complète et coordonnée.

Il faut, de toute urgence, consentir des investissements de grande ampleur pour s'attaquer de façon durable aux problèmes croissants de l'insécurité alimentaire qui touchent les pauvres et les personnes souffrant de la faim. Aucun pays, aucune institution, ne parviendra, seul, à résoudre cette crise. Les gouvernements des pays en développement et des pays développés, les bailleurs de fonds et les institutions spécialisées des Nations Unies, les institutions internationales, la société civile et le secteur privé, ont tous un rôle important à jouer dans la lutte mondiale contre la faim.

Il est indispensable que la communauté internationale ait une vision commune des mesures à prendre pour aider au mieux les gouvernements à éradiquer la faim chronique et toutes les parties doivent, ensemble, s'attacher à concrétiser cette vision, à l'échelle requise. Le moment est venu de passer à l'action.

La détermination affichée par les dirigeants du monde lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale de Rome, tenue en juin 2008, et l'importance accordée à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants par le Sommet du G8 sont la preuve d'une volonté politique croissante de réduire la faim. Par ailleurs, un soutien financier nettement supérieur a été annoncé pour aider les pays en développement à combattre les menaces que la hausse des prix fait planer sur la sécurité alimentaire. Toutefois, si cette volonté politique et les engagements des bailleurs de fonds ne sont pas immédiatement traduits dans les faits, des millions de personnes risquent de basculer, elles aussi, dans la pauvreté et la faim chronique.

Jamais une action concertée pour combattre la faim et la malnutrition n'a été si nécessaire. J'ai bon espoir que la communauté internationale relèvera ce défi.

Jacques Diouf
Directeur général de la FAO